© OCDE 2014

Chapitre 5

Conclusion : une analyse rétrospective pour éclairer l'avenir

Les preuves scientifique de la multiplicité et de l'importance des incidences du changement climatique sur les ressources d'eau douce sont indéniables et toujours plus nombreuses. L'eau étant à la fois une ressource essentielle et une menace potentielle, les effets du changement climatique sur les hydrosystèmes se répercuteront non seulement sur la gestion de l'eau et des inondations, mais aussi sur plusieurs domaines clés de l'action publique (énergie, agriculture, infrastructures, biodiversité, santé, etc.). Bien que les connaissances scientifiques ne cessent de progresser, on manque en règle générale d'informations qui soient fiables quant à la nature, à l'ampleur et au délai de survenue des impacts, et qui soient à l'échelle requise pour étayer concrètement l'adaptation au niveau local. Les décisions d'adaptation doivent prendre en compte un niveau important d'incertitude. Une mise en œuvre efficace de l'adaptation en temps opportun peut réduire le coût des impacts du changement climatique.

À court terme comme à plus long terme, l'adaptation au changement climatique requiert une approche souple, dynamique et prospective, qui tienne compte de la variabilité climatique sur toutes les échelles de temps, ainsi que des transformations qui en découlent pour les systèmes humains et les systèmes naturels. En l'absence de prévisions fiables et précises, une approche fondée sur les risques peut prendre en compte explicitement un éventail de scénarios d'avenir possibles pour éclairer les décisions d'adaptation, indiquant les priorités et les solutions envisageables pour gérer les risques et renforcer la résilience au moindre coût pour la société.

Les pouvoirs publics doivent s'attacher à « connaître », « cibler » et « gérer » les risques liés à l'eau : risque de pénurie (sécheresses notamment), risque d'excès (inondations notamment), risque de mauvaise qualité et risque de perturbation de la résilience des écosystèmes d'eau douce. L'adaptation au changement climatique doit être appréhendée, non pas de manière isolée, mais dans la perspective plus large de la sécurité de l'eau ; en même temps, l'adaptation constitue un aspect essentiel, voire une condition préalable pour assurer cette sécurité à long terme. Retarder ou négliger la prise en compte systématique du changement climatique dans les politiques, la planification et la pratique de la gestion de l'eau peut menacer la sécurité de l'eau et rendre sa mise en place progressivement plus coûteuse.

Alors que de nombreux débats sont en cours sur ce que les pouvoirs publics *pourraient* ou *devraient* faire pour adapter les hydrosystèmes au changement climatique, un examen systématique de ce qu'ils *font* actuellement était indispensable pour évaluer les progrès accomplis et enrichir la réflexion à partir des actions concrètes déjà réalisées. Le Secrétariat de l'OCDE s'est employé à répondre à ce besoin en réalisant une enquête sur les politiques de l'eau et les politiques d'adaptation au changement climatique de ses 34 pays membres et de la Commission européenne. Les tendances générales et les enseignements qui s'en dégagent permettent de brosser un panorama de l'adaptation telle qu'elle est concrètement mise en œuvre.

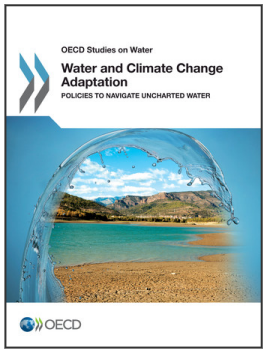
L'enquête montre que les pays de l'OCDE ont tous constaté des modifications des systèmes d'eau douce et s'attendent presque tous à une augmentation des risques liés à l'eau dans le contexte du changement climatique. Ils progressent dans le domaine de la « connaissance » des risques, mais ils pourraient faire bien davantage pour approfondir les efforts actuels visant à « cibler » et « gérer » les risques liés à l'eau. Jusqu'à présent, ils se sont surtout employés à enrichir la base de données scientifiques et à diffuser l'information. Étant donné les efforts significatifs consacrés à cette amélioration des données scientifiques, il est urgent de s'assurer qu'elles sont exploitées de manière optimale et répondent aux besoins des utilisateurs chargés de prendre des décisions d'adaptation concrètes à l'échelon local.

Les instruments fondés sur l'information sont de loin le type de moyen d'action le plus largement utilisé par les pouvoirs publics. Or, il serait possible de recourir bien davantage aux instruments économiques (régimes d'assurance, tarification de l'eau, échanges de droits sur l'eau, etc.), de même qu'aux approches écosystémiques et infrastructures vertes. Certes, les instruments économiques ne sont qu'un élément de la panoplie des moyens d'action, mais ils peuvent s'avérer très efficaces lorsqu'ils sont correctement conçus et mis en œuvre avec discernement. Dans un contexte marqué par une variabilité croissante et une prévisibilité en recul, ils peuvent procurer de la souplesse et réduire les coûts d'un ajustement ultérieur à l'évolution des conditions. Si le changement climatique fournit l'occasion d'avoir recours de manière plus systématique aux instruments économiques, il exige également de surmonter un certain nombre de difficultés dans cette optique.

Alors que le changement climatique ne fera sans doute qu'amplifier le déficit de financement qui existe dans le domaine de l'eau, la plupart des pays ne se sont pas encore attaqués clairement aux problèmes de financement de l'adaptation. Les gouvernements doivent veiller à éviter les pièges d'une approche accordant trop d'importance à l'« additionnalité » des projets d'adaptation, qui risquerait de pénaliser des démarches pourtant rationnelles destinées à maximiser les avantages des investissements. Par ailleurs, des stratégies d'investissement flexibles peuvent être utiles pour faire face aux difficultés liées aux horizons temporels longs et à l'incertitude omniprésente.

Le changement climatique est un défi nouveau qui va mettre à l'épreuve les approches classiques. Toutefois, des enseignements utiles peuvent être tirés de l'expérience acquise dans le traitement de la variabilité climatique et des catastrophes liées à l'eau. L'histoire regorge d'exemples de crises provoquées par l'eau qui auraient pu être évitées ou mieux gérées. Une analyse rétrospective peut effectivement fournir de précieux enseignements sur l'adaptation au changement climatique et contribuer à préparer l'avenir.

Les raisons d'agir sont solidement étayées et convaincantes. Pourtant, l'expérience montre que l'accumulation de données scientifiques et de solides arguments économiques ne suffisent pas nécessairement pour susciter des actions. Tous les risques liés à l'eau ne peuvent pas être évités, mais des systèmes bien préparés et résilients seront mieux à même de s'adapter aux nouvelles conditions, à moindre coût, et de se rétablir rapidement après une catastrophe. Dans le domaine de l'eau, les réformes prennent du temps, nécessitent l'engagement des acteurs concernés et exigent une volonté politique. C'est pourquoi il est urgent de s'atteler à la tâche. Les pays qui prennent des mesures pour consolider leur gouvernance de l'eau aujourd'hui et mettent en place les politiques nécessaires pour préparer l'avenir pourront éviter une gestion a posteriori des crises liées à l'eau, nécessairement plus coûteuse.



Extrait de :

Water and Climate Change Adaptation

Policies to Navigate Uncharted Waters

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/9789264200449-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Conclusion : une analyse rétrospective pour éclairer l'avenir », dans *Water and Climate Change Adaptation : Policies to Navigate Uncharted Waters*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/9789264200647-9-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.